

# CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

**BON 99** Remplir complètement ce Bon, le découper et le conserver jusqu'à nouvel ordre.

A QUEL LIVRE SE RAPORTE LE DESSIN N° 99 ?

Titre du Livre \_\_\_\_\_

Nom de l'Auteur \_\_\_\_\_

Nom du Concurrant \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

LA RÉFORME ÉLECTORALE : INTERVIEW DE M. CHARLES BENOIST

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.064. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

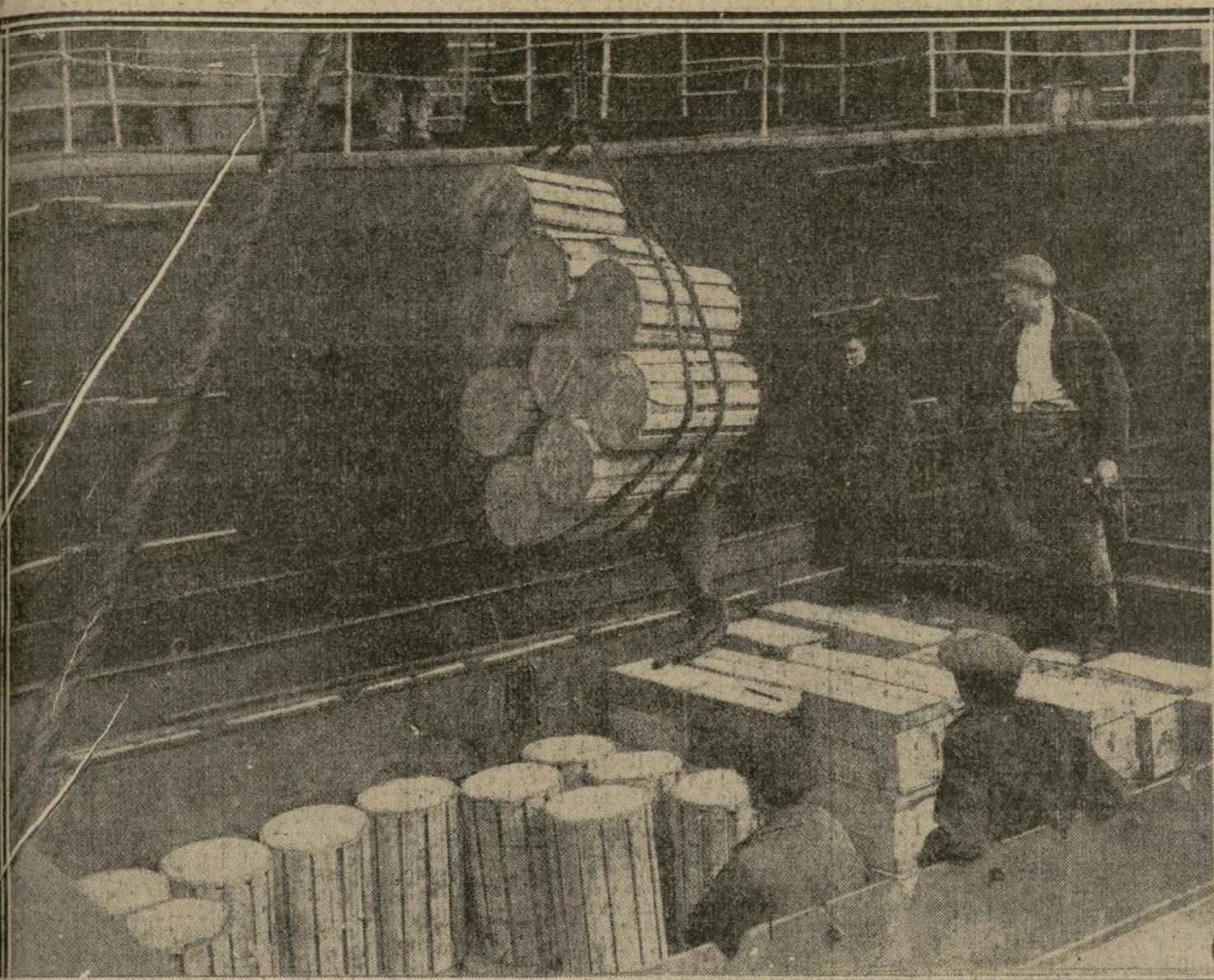
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

PAGE 3 : 99<sup>e</sup> DESSIN DE NOTRE CONCOURS

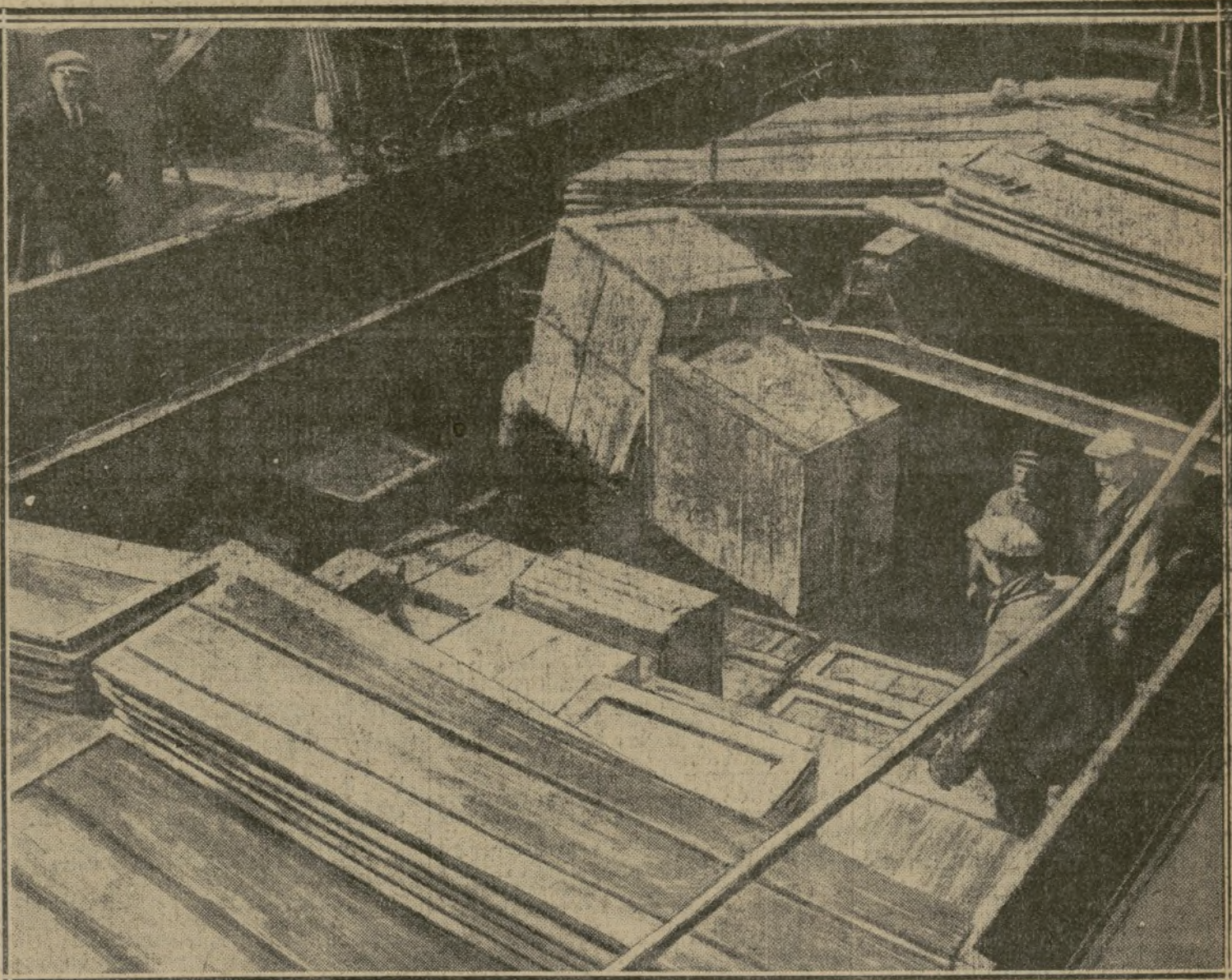
JEUDI  
10  
AVRIL  
1919

La justice exige  
qu'on ait pour les  
autres l'indulgence  
qu'on réclame pour  
soi-même.  
HORACE (Satires, I).

## ON A COMMENCÉ A RAVITAILLER LES ALLEMANDS PAR LA HOLLANDE



PÉNICHES ALLEMANDES RANGÉES CONTRE DES NAVIRES ANGLAIS, A ROTTERDAM



CHARGEMENT DE LARD TRANSFÉRÉ A BORD D'UN NAVIRE ALLEMAND



LE "WAR CROSS" DÉCHARGEANT DES CAISSES DE VIVRES



UN ARRIMAGE DE POMMES DE TERRE



DÉBARDEURS ALLEMANDS AU TRAVAIL SUR UN QUAI



LE TRANSBORDEMENT DES VIVRES SOUS LA SURVEILLANCE DE SOLDATS ANGLAIS



STOCK DE VIVRES CONSTITUÉ POUR L'ALLEMAGNE DANS UN DOCK HOLLANDAIS



## La réforme électorale à la Chambre

LA DOCTRINE DE M. CHARLES BENOIST  
PROPHETE ET APOTRE DE LA R. P.

La représentation proportionnelle, nous dit l'érudit député du 6<sup>e</sup> arrondissement, sera le courant d'air pur et vivifiant qui régénérera le Parlement.

Elle n'est pas le dernier mot du suffrage universel, mais simplement une étape nécessaire vers le mieux.

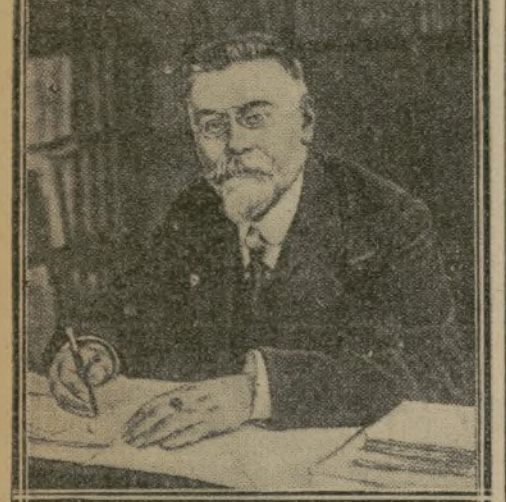
## L'OPINION PUBLIQUE DÉCIDERAIT EN DERNIER RESSORT

L'amendement en faveur de la R. P. ayant été voté, à la Chambre, non seulement par les partisans, mais encore par nombre d'adversaires déclarés de la réforme, nous avons consulté M. Charles Benoist, prophète et apôtre de la représentation proportionnelle, sur l'avenir de sa doctrine.

— Ignorez-vous, nous dit-il, l'accueil que le Sénat fera à la réforme. Il ne faut pas oublier que nombre de sénateurs ont des mandats périssables, depuis ces cinq dernières années. Je ne pense pas que les « sortants » puissent, sans risques, rejeter purement et simplement la R. P. quatre fois votée par la Chambre.

— N'y a-t-il pas encore quelques résistances, à la Chambre même ?

— Incontestablement. Les arrondissements



M. CHARLES BENOIST

tiens tiennent bon. Ils savent trop ce qui attend la plupart d'entre eux !... Mais la Chambre ne peut pas ne pas tenir compte des vœux du pays. Deux cent vingt-six députés ont été élus, en 1914, avec la représentation proportionnelle, inscrite sur leur programme. Leur signature est engagée sur cette promesse formelle de faire aboutir la réforme, qui s'impose, maintenant, plus que jamais.

— Nous avons failli mourir de nos erreurs et de nos fautes. Ce serait nous condamner à une déchéance définitive que ne point profiter de si durs leçons de l'expérience et de nous obstiner en nos funestes routines parlementaires.

— Vos adversaires durent trouver bien sévère votre façon de juger le scrutin d'arrondissement, qualifié par vous de « douloureux mérovingien » ?

M. Charles Benoist sourit, en tirant sa barbe blanche, effilée, qui lui donne une vague ressemblance avec le sage Confucius. — Les Mérovingiens, nous dit-il, ne furent pas une race de barbares. Ils furent, au contraire, une grande supériorité sur le système actuel ! L'élu était élu par le pays... Il n'y avait pas de doute qu'il s'en fût occupé.

— Mon épithète n'avait pas d'autre but que de souligner le caractère primitif, étroit, exclusif et borné d'un mode de scrutin logiquement et pratiquement indéfendable.

— Il est impossible d'entreprendre avec cet instrument médiocre les multiples et essentielles réformes que réclame le pays. Le scrutin d'arrondissement ne convient qu'à l'arrondissement. Il n'est pas national. S'il ne s'agissait que de changer les hommes, il pourrait y suffire. Mais il s'agit de changer les idées des hommes. Les mêmes députés, élus par un autre mode de scrutin, éliront et nommeront, ne seront plus les mêmes hommes. D'autres candidats, élus par scrutin d'arrondissement, seraient les mêmes hommes, prêts aux mêmes erreurs et aux mêmes fautes. La représentation proportionnelle sera le courant d'air pur et vivifiant qui régénérera le Parlement et lui permettra de faire œuvre véritablement nationale.

— Avez-vous l'intention de poursuivre, quoi qu'il advienne, la lutte en faveur de la R. P. ?

— J'en ai fait une question de doctrine, et suis bien résolu à ne tenir aucun compte des contingences parlementaires. Croyez bien que ce qui se passe au Parlement n'a d'importance que d'autant que les questions ont été morales devant l'opinion publique. L'opinion publique décidera de la représentation proportionnelle, comme de toutes choses, en dernier ressort, et quelle que soit l'opposition faite, à la réforme, par des adversaires, trop intéressés au maintien du statu quo pour que leur foi en la doctrine du scrutin d'arrondissement soit au-dessus de toute suspicion.

— En somme, quelle est la plus forte objection faite à la R. P. par ses détracteurs ?

— C'est l'objection, tirée de la part d'impersonnalité de la représentation proportionnelle, où les hommes se sacrifient, parfois, à la discipline du parti. Mais que comptent les intérêts particuliers devant l'intérêt général ? Et ne sait-on pas que les individualités fortes finissent toujours par émerger des partis, quand le besoin s'en fait sentir ?

— La R. P. n'est qu'une étape vers le mieux.

— N'a-t-on pas dit que le scrutin d'arrondissement assurait la caution morale du candidat élu ?

— Sans doute, répond avec un sourire sceptique M. Charles Benoist. Mais on ne serait pas embarrassé de trouver, dans le passé, un grand nombre de cas où la caution fut médiocrement bourgeoise.

— Les psychologues discutent à perte de vue sur la question de savoir si le peuple est plus apte à discerner ses intérêts dans les grandes que dans les petites circonstances. Je pense qu'on peut lui faire crédit dans les deux cas. Le scrutin d'arrondissement n'est bon que dans les petites circonstances, qui s'effacent — ou doivent s'effacer, aujourd'hui, — devant les grandes, à quoi répondra mieux la représentation proportionnelle.

principal mérite, à mes yeux, est de permettre d'autres réformes, dont la plupart seraient impossibles avec le scrutin d'arrondissement : la réforme administrative, entre autres.

— C'est moins la réforme parlementaire, ou politique, qui s'impose, aujourd'hui, que la réforme des mœurs électorales. Il faut en finir avec les surprenantes ! Ce pays, pendant la guerre, s'est révélé grand, comme la conscience universelle. Il ne doit plus être représenté par des circonscriptions électorales, qui s'ignorent, et où les questions d'intérêt local ont trop souvent le pas sur les questions nationales.

Marcel PAYS.

## Le nombre des députés ne sera diminué qu'après le prochain recensement

La Chambre a continué, hier, la discussion de la réforme électorale, dont elle a maintenant voté les trois premiers articles.

Les deux parties de l'article premier, qui dit que les députés sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle, avaient été adoptées mardi. Au moment du vote sur l'ensemble, M. Aristide Briand, qui a pris nettement position pour la réforme, fit une déclaration remarquable :

— Je crois, dit-il, que des espérances un peu contradictoires ont accueilli la proclamation du scrutin d'hier. Pour moi, je considère qu'aucune atteinte n'est portée à la réforme et qu'elle a fait un grand pas vers la réussite.

— Les partisans de la réforme électorale, un moment divisés hier, vont se regrouper et s'inspirer d'une discipline pour déjouer tous les pièges.

M. Alexandre Varenne indiqua qu'en relisant le texte la commission avait constaté que le vote de l'amendement Brack pouvait recevoir satisfaction par une légère modification de l'article 12.

L'ensemble de l'article premier fut ainsi voté, par 300 voix contre 187, aux applaudissements des proportionnalistes.

L'article 2 dit qu'il y a titre transitoire, et jusqu'à ce qu'il ait été procédé à un nouveau recensement, chaque département aura le nombre de sièges qui lui est actuellement attribué.

Chaque département élira ensuite autant de députés qu'il aura de fois 75.000 habitants de nationalité française ; chaque département élira au moins trois députés.

Ainsi le chiffre des députés tomberait de 602 à 539, soit une réduction de 63.

Par 340 voix contre 144, la Chambre repoussa un amendement de l'amiral Benaud, qui tendait à porter cette réduction à environ 190 sièges ; par 335 voix contre 127, elle écarta également un texte de M. Dreyfus, qui prévoyait une réduction de 99 sièges.

L'ensemble de l'article 2 fut voté avec le texte de la commission.

La Chambre vota, enfin, l'article 3, avec le texte suivant :

« Le département forme une circonscription. Toutefois, lorsque le nombre des députés à élire par un département sera supérieur à dix, le département pourra être divisé en circonscriptions, dont chacune aura à élire cinq députés au moins. »

La discussion continuera mardi, les deux séances d'aujourd'hui devant être consacrées à la discussion du projet sur les dommages de guerre.

## A LA CONFÉRENCE

LE COMITÉ DES 4  
A PRESQUE RÉSOLU LE PROBLÈME  
DU BASSIN MINIER DE LA SARRE

LES DOMMAGES DE GUERRE seraient intégralement payés par l'ennemi en un minimum de temps.

LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS a soulevé des controverses, mais il serait acquis que les délits de droit commun donneraient lieu à des poursuites.

La question du bassin de la Sarre et celle des réparations financières ont encore fait, hier, l'objet des délibérations des « Quatre », auxquels participait le président Wilson. Et l'impression reste meilleure.

Au sujet de la première question, on dit qu'un « grand pas » a été fait. Dans quel sens ? Il n'a pas été possible de le savoir. Il semble, toutefois, que les garanties nécessaires à une exploitation paisible des mines soient accordées.

Pour les réparations financières, on continue à sortir du cadre où on les avait enfermées auparavant, à savoir définition sans fixation de quantum. Les principes admis définitivement sont : 1<sup>er</sup> la réparation totale, intégrale, des dommages mis à la charge de leurs auteurs ; 2<sup>e</sup> la fixation d'une somme d'un montant provisoire, que l'Allemagne devra acquitter moyennant un acompte imposant et un nombre minimum d'annuités.

Les responsabilités ont également figuré à l'ordre du jour ; les partisans des deux doctrines continuent à tenir ferme sur leurs positions. Toutefois, on croit que, pour les délits de droit commun commis par l'ennemi, des poursuites auront lieu et des sanctions seront prises.

Nous dirons enfin que, selon des informations puisées à bonne source, le général Smuts, l'envoyé des « Quatre » en Hongrie, serait déjà de retour à Paris. On n'a pas oublié le récent échec de sa mission à Budapest. — J. M.

## Une lettre de M. Clemenceau au président de la commission du budget.

La commission du budget de la Chambre des députés communique la note suivante :

Le président de la commission du budget ayant demandé au président du Conseil sous quelle forme les préliminaires de paix seraient présentés à la Chambre, M. Clemenceau vient d'écrire à M. Raoul Péret qu'il se conformera aux règles fixées par la loi constitutionnelle. Aux termes de l'article 8 de la Constitution de 1875, « les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres » et « nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi ».

Le président du Conseil ajoute que les préliminaires constituent un tout indivisible et qu'il ne saurait être question, jusqu'à ce qu'ils aient été conclus, d'en communiquer les clauses financières à la commission du budget, pas plus que les conditions économiques à la commission des finances, les stipulations militaires à la commission de l'armée ou les clauses territoriales à la commission des affaires extérieures.

Il appartiendra à la Chambre des députés et au Sénat, ajoute M. Clemenceau, dès que le gouvernement sera en mesure de leur faire connaître les termes des préliminaires de paix, de se prononcer sur la question de procédure qui fait l'objet de votre communication.

La commission du budget arrêtera, demain, les termes de sa réponse à la lettre du président du Conseil.

## LA VIE SOCIALE

LE PROJET DE LOI  
SUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES  
EST DIVERSEMMENT ACCUEILLI

LES SYNDICATS OUVRIERS approuvent le projet, mais regrettent qu'il soit sans garanties suffisantes.

LES ORGANISATIONS PATRONALES diffèrent d'avis selon les professions. Il y aura des difficultés dans l'application de la loi, dit-on généralement.

Nous avons publié, hier, le texte du projet de loi déposé par M. Colliard, ministre du Travail, touchant l'application de la journée de huit heures.

D'une façon générale, les militants syndicalistes s'en déclarent satisfaits, non toutefois sans quelques réserves.

M. Dumoulin, l'un des secrétaires de la C. G. T., voit, dans le dépôt du projet, le résultat des manifestations de la volonté ouvrière.

Cependant, ajoute-t-il, devant la commission de législation internationale de la paix, des réserves ont été faites par les ouvriers sur le projet de loi lui-même. La campagne qui va s'ouvrir au 1<sup>er</sup> mai montrera à la classe ouvrière les imperfections de ce projet et notamment le défaut de garanties qu'il offre.

A la Fédération du bâtiment, le trésorier, M. Charbonnier, approuve l'opinion ci-dessus.

A la Fédération des métaux, on considère le projet de loi comme insuffisant en ce qu'il ne prévoit ni le délai d'application, ni l'équivalence des salaires.

La Fédération des travailleurs de l'alimentation, le secrétaire, M. Savoie, déclare également la loi insuffisante.

Pour les mineurs, M. Bartuel, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du sous-sol, insiste sur l'importance que présente l'expression « travail effectif » dans le texte du projet :

— Il faut, pour nous satisfaire, compter dans les huit heures de travail effectif du mineur la durée de la descente dans le puits et de la remontée, ce qui représente souvent jusqu'à une heure et demie.

M. Fenot, délégué confédéral des employés de France et des colonies, se réjouit de voir, pour la première fois, les employés de commerce assimilés aux ouvriers par la loi.

Les différentes chambres syndicales patronales que nous avons consultées au sujet de la loi projetée nous ont donné des réponses assez diverses.

— Nous ne sommes pas du tout hostiles, en principe, nous a-t-on dit au Comité des Fournisseurs de France, à l'établissement de la journée de huit heures, si nous sommes ouverts à tous les progrès. D'ailleurs, les industries métallurgiques furent parmi les premières à commencer à chercher, pour cette question, un terrain d'entente avec les organisations ouvrières, tout en sauvegardant les intérêts de l'industrie française vis-à-vis de la concurrence étrangère.

M. Delcroix, président du Syndicat général de l'alimentation, prévoit de graves difficultés :

— Je ne suis nullement opposé à la journée de huit heures, nous a-t-il dit ; mais, dans notre profession, il y aura lieu d'étudier des modalités très spéciales. Les cafés et restaurants, par exemple, doivent rester ouverts seize heures par jour. Pour y pratiquer la journée de huit heures, il faudrait déjà de main-d'œuvre... Au surplus, les garçons qui travaillent à leur compte ne tiennent sans doute pas à ce changement.

A la Chambre syndicale du vêtement :

— Ce serait un désastre ! s'écrie le président, M. Dury. Il y aurait une répercussion de vingt pour cent sur tous les salaires, et ce serait, en fin de compte, le consommateur, c'est-à-dire l'ouvrier lui-même, qui les paierait.

Devant le 3<sup>e</sup> conseil de guerreLE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FERA UNE NOUVELLE DÉPOSITION

M. André, premier président de la Cour d'appel, se rendra aujourd'hui à l'Élysée pour recevoir les déclarations du chef de l'État.

M. Daru, commissaire aux délégations judiciaires, expose les résultats de son enquête en Suisse.

## L'ONCLE DE PIERRE LENOIR VIENT DÉPOSER A LA BARRE

Dès que l'audience est ouverte, le capitaine Mornet, commissaire du gouvernement, demande la parole pour faire la communication suivante :

À la suite des incidents d'hier, M. le président de la République a manifesté le désir d'être entendu. Je prie donc M. le président du conseil de guerre d'user de son pouvoir discrétionnaire pour le faire entendre dans les formes légales.

Le colonel Masselin a fait aussitôt droit à cette demande de M. Poincaré. On sait que le témoignage du président de la République doit être recueilli par le premier président de la Cour d'appel, assisté de son greffier.

Aujourd'hui, M. André, premier président de la Cour de Paris, accompagné de M. Prignon, chef du greffe criminel, se rendra à l'Élysée, pour recevoir les déclarations de M. Poincaré.

Cette déposition sera lue à l'audience du conseil de guerre et versée aux débats.

## M. Daru à la barre des témoins

L'audition des témoins commence par l'arrivée à la barre de M. Daru, commissaire aux délégations judiciaires. On sait que c'est M. Daru qui, en vertu d'une commission rogatoire générale, procéda à une enquête sur l'affaire Lenoir-Desouches.

La fiche de M. Daru, d'après l'accusation, est remplie par Desouches. C'est donc à l'historique de toutes les tractations de Lenoir et de Desouches depuis l'origine de l'affaire jusqu'à la constitution de la société du Journal, l'exposé en a été déjà fait dans le rapport du lieutenant Jouselin, qui sert de base à l'accusation.

L'enquête de M. Daru a été faite pour la plus grande partie en Suisse. Or, la qualité du commissaire et les effets de la commission rogatoire s'arrêtent aux frontières. En Suisse, M. Daru n'était plus qu'un simple citoyen, accomplissant une mission d'ordre privé et agissant sous sa seule responsabilité. Il n'y a aucune incompatibilité entre les deux rôles, mais, dans certains cas, des règles différentes leur sont applicables : M. Daru, commissaire de police, peut se retrancher derrière le secret professionnel ; M. Daru, simple témoin, et c'est son cas lorsqu'il rend compte de sa mission, est tenu à dire tout ce qu'il sait.

## Les conclusions

Lorsque M. Daru arriva à la découverte de l'enquête de M. Borel faisait sur Schœller, M. de Molènes, défenseur de Lenoir, lui posa cette question :

— Pouvez-vous nous dire comment ou par qui ce renseignement vous est parvenu ?

— Je ne puis indiquer ce détail, ce serait découvrir la personne qui m'a fourni le renseignement.

Le défenseur de Lenoir demande acte au conseil de ce que M. Daru, ayant prêté serment, s'est ensuite retranché derrière le secret professionnel, à l'occasion d'une mission qu'il accomplissait sans mandat judiciaire.

Au nom de son client Desouches, M. Aubépin s'est associé aux conclusions de son confrère.

Le conseil a alors fait droit aux conclusions et a donné acte à la défense.

Bien entendu, Lenoir et Desouches font, sur la déposition de M. Daru, les plus expressives réserves.

Le sous-brigadier Bertin, qui accompagnait M. Daru en Suisse, est ensuite entendu.

tendu. Il n'y a à retenir de sa déposition que la visite qu'il fit à M. Schœller à Zurich. Après réflexion, ce dernier lui déclara :

## Ruedel ou Desouches

Le sous-brigadier Mettefeu a fait une enquête à Berne, à l'hôtel où avait été signalé, le 10 juin 1915, le passage d'un voyageur qui s'était inscrit sous le nom de Ruedel, et dans lequel l'accusation reconnaît Desouches.

En cherchant dans les mille fiches de voyageurs, j'ai retrouvé le bulletin rempli par le faux Ruedel. Ce voyageur n'est resté qu'une demi-journée à Berne ; le registre de comptabilité porte, en effet, deux omnia :

— J'aime mieux ne rien dire.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

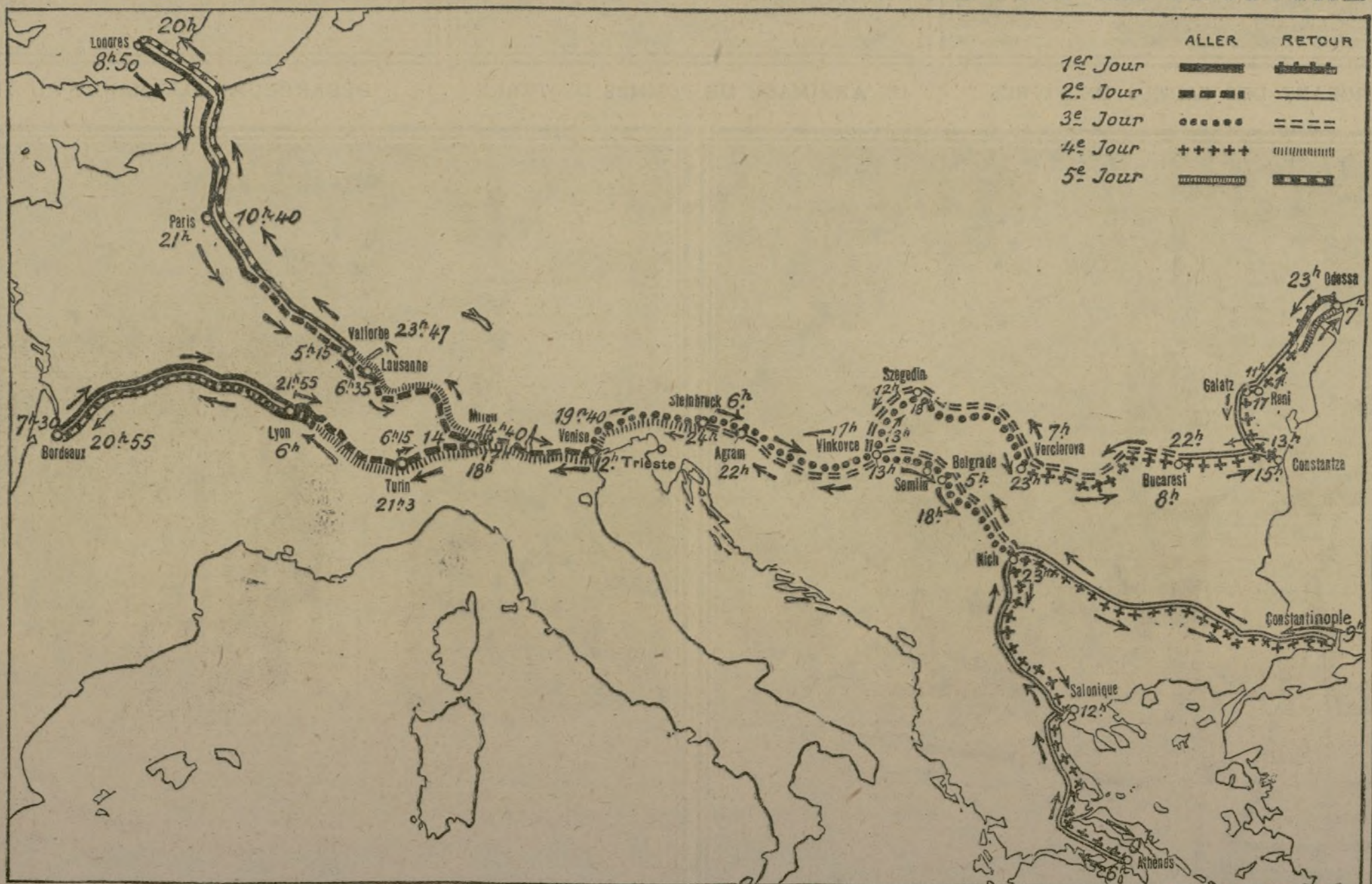
— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

— Vous n'avez rien dit.

## LE NOUVEL ORIENT-EXPRESS SERA INAUGURÉ LE 15 AVRIL



## LES HORAIRES ÉTABLIS, AU COURS DE SA SÉANCE DU 25 MARS, PAR LA COMMISSION TECHNIQUE INTERNATIONALE

Nous avons publié le 22 mars le projet du nouveau trans-européen qui reliera l'Amérique et l'Europe méridionale et occidentale avec l'Orient de l'Europe. Grâce à ce nouveau train, qui suivra le 45<sup>e</sup> parallèle, les Américains, les Espagnols, les Portugais, les Français, les Suisses, les Italiens pourront communiquer avec les Yougoslaves, les Tchéco-Slovaques, les Roumains, les Grecs et les Russes sans passer par les voies allemandes, autrichiennes ou hongroises. C'est le 15 avril que le nouvel Orient-Express sera mis en marche pour la première fois. Partant de la gare de Lyon à 21 heures, il s'arrêtera provisoirement à Trieste — en attendant que la ligne Venise-Stettin soit directe — puis, une correspondance à train rapide gagnera Stettin et Berlin. A Vinkovce, une correspondance au train Trieste-Belgrade sera établie sur Bucarest. Bientôt sera réalisé le programme définitif comportant l'existence d'un train de luxe entre la France et l'Orient, Odessa, Constantinople et Athènes. Deux trains se raccorderont à l'Orient-Express : l'un, venant de Calais, et ultérieurement de Londres lorsque le tunnel de la Manche sera percé ; l'autre, Bordeaux-Milan qui réalisera ainsi le chemin de fer du 45<sup>e</sup> degré parallèle.

## L'Oncle de Pierre Lenoir

Durant ses nombreux interrogatoires, Pierre Lenoir a toujours opposé aux questions concernant son oncle, cette réponse : « Je ne sais rien ».

— L'Oncle et le neveu sont face à face, ils échantonnent un long regard où perçait une haine réciproque.

— En février 1915, déclare M. Alfred Lenoir, fondé de pouvoirs d'une banque, mon neveu me parla de la création d'un journal pour mener une campagne contre l'Angleterre et les États-Unis. En juin, il me dit qu'il avait reçu d'Italie trois millions en billets de banque anglais.

</



5 HEURES  
DU  
MATIN

# DERNIÈRE HEURE 5

5 HEURES  
DU  
MATIN

## TOUTOUNE ET SON AMOUR

ROMAN INÉDIT

par M<sup>me</sup> LUCIE DELARUE-MARDRUS

EN BAVIÈRE

### LES ÉTATS VOISINS NE RECONNAISSANT PAS LES SOVIETS DE MUNICH

Au sein même de la république communiste l'ancien gouvernement a de nombreux partisans.

BALE, 9 avril. — Les gouvernements du Wurtemberg, de Bado et de Hesse refusent de reconnaître la légitimité du gouvernement soviétique de Munich.

Les *Frankfurter Nachrichten* annoncent que, dans les cercles militaires de Berlin, on envisage comme possible et même probable une action armée contre la République bavaroise des Soviets.

De Bamberg, siège provisoire du gouvernement bavarois, celui-ci a adressé à tous les ministres de Bavière, auprès des gouvernements des États de l'empire une note confirmant les termes du manifeste publié au lendemain de la révolution, et où le chef du gouvernement Hoffmann refusait de reconnaître comme légitime le gouvernement soviétique.

Le représentant de la Bavière à Berlin rappelle à Munich

BALE, 9 avril. — On télégraphie de Munich : Le commissaire aux Affaires étrangères vient d'envoyer au ministre de Bavière à Berlin, docteur von Preger, une lettre l'invitant à demander sans délai ses passeports au comité de Broekdörfl-Rantzau.

Les voisins se méfient

BALE, 9 avril. — On télégraphie de Bregenz : A la suite de la proclamation de la République des Soviets à Munich, le gouvernement national du Vorarlberg a décidé de surveiller sévèrement ses frontières. Il veut empêcher à tout prix l'infiltration du bolchevisme.

Solidité discutée

BALE, 9 avril. — On télégraphie de Francfort : Le *Frankfurter Volkstimmung*, organe socialiste, caractérise ainsi la situation politique à Munich :

« La République des Soviets a été effectivement proclamée en Bavière, mais elle n'existe pas. »

Il paraît bien établi, en effet, que le nouveau gouvernement ne sent pas sa position très solide.

A Munich, en tout cas, règne la confusion la plus complète.

Les Bavarois du Nord sont hostiles aux Soviets

BALE, 9 avril. — On télégraphie de Nuremberg :

Les paysans de Franconie et du Haut-Palatinate ont décidé de mener une action commune contre le gouvernement des Soviets.

Les paysans de la Haute-Bavière et d'Allgäu se sont joints à eux pour soutenir le ministre Hoffmann et la Diète. Hier, à 5 heures du soir, les paysans ont décidé de supprimer le ravitaillement d'Augsbourg et de Munich, tant que les Soviets seront au pouvoir.

Aujourd'hui grève générale en Italie

ROME, 9 avril. — L'Avanti! annonce que le conseil général de la Chambre confédérale du travail a décidé la grève générale pour vingt-quatre heures, demain 10 avril.

Quelles modifications apporter à la taxe de luxe ?

Les propositions de la Commission de la législation fiscale

La Commission de la législation fiscale de la Chambre a terminé hier, l'examen des propositions du gouvernement relatives à la taxe de luxe.

Elle s'est arrêtée, en principe, à une série de dispositions qui auraient pour objet de remplacer la taxe de luxe par une taxe générale de 20 centimes par 100 francs, applicable à tous les paiements effectués par les commerçants en gros, demi-gros et détail, avec quittance obligatoire pour tous les paiements au-dessus de 150 francs.

En ce qui concerne les objets de luxe, une taxe de 5 0/0 serait, en outre, payée par le commerçant qui incorporerait dans son prix de vente.

Quant aux établissements de luxe, cafés, hôtels, restaurants, etc., ils ne seraient classés comme tels que d'après le tarif des consommations, chambres ou repas et assujettis dans les mêmes conditions à la taxe de 5 0/0.

Les commerçants seraient tenus d'inscrire sur un livre de comptabilité toutes les sommes perçues par eux au titre de la taxe supplémentaire.

M. Joseph Denais, rapporteur, a été chargé de rédiger un texte de loi qui sera soumis à la commission.

Hatons-nous d'ajouter que ces dispositions ne sont pas définitives.

La démolition des fortifications

La discussion du projet de loi relatif à la démolition des fortifications, voté par la Chambre, ne pouvant être portée à la tribune du Sénat qu'après les vacances de Pâques, le Conseil municipal a décidé, hier, qu'il serait cependant procédé, en mai prochain, à la mise en adjudication publique de la démolition des fortifications de cinq bastions.

Mais la pioche du démolisseur respectera un des bastions et cent mètres de mur, pour rappeler aux générations futures que cet ouvrage militaire n'a servi, pendant de longues années, qu'à empêcher l'extension de la capitale.

La Censure et "l'Information"

Pour avoir publié, dans *l'Information*, un article sur les préliminaires de paix, dont certains passages avaient été censurés, MM. Charles Omessa, rédacteur, et M. Martineau, gérant, avaient été traduits en conseil de guerre. Jugement hier : M. Ch. Omessa a été acquitté à l'unanimité, et M. Martineau condamné à 1.000 francs d'amende avec sursis.

EN ALLEMAGNE

### LE CONGRÈS DES C. O. S. VIENT D'INAUGURER SES TRAVAUX À BERLIN

30.000 hommes de troupes surveillent dans le voisinage les délibérations de l'assemblée.

BALE, 9 avril. — On télégraphie de Berlin : Le Congrès des conseils de soldats, d'ouvriers et de paysans allemands s'est ouvert ce matin. Il compte 243 délégués, dont 138 majoritaires, 55 indépendants, 21 membres de la fraction des soldats, 12 démocrates, 3 membres de la Ligue agrarienne, 3 bourgeois de droite, 1 communiste, 1 sauvage et 1 Autrichien allemand.

Le Congrès a élu président M. Hauschild, majoritaire; Richard Müller, membre du parti des indépendants, et Schroeder, membre de la fraction des soldats de Munich, vice-présidents.

Richard Müller, des indépendants, a prononcé contre le Conseil central des C. O. S. une virulente diatribe. Il le rend responsable de l'anarchie politique et économique qui ruine actuellement l'Allemagne, et des combats sanglants qui se sont livrés dans les rues lors de la grève générale.

Le président du Conseil central des C. O. S., Cohen, du parti des indépendants, a pris la défense des C. O. S.

Les mesures de précaution

BALE, 9 avril. — On télégraphie de Berlin : Pour faire face à la grève générale annoncée pour mardi, le gouvernement a porté l'effectif des troupes de protection à 30.000 hommes sur lesquels il peut compter. La majeure partie de ces troupes campent aux portes de Berlin.

Etat de siège renforcé à Magdebourg

BALE, 9 avril. — On mande de Magdebourg : Les troupes gouvernementales ont occupé les édifices publics. Les prescriptions de l'état de siège ont été aggravées. A chaque coin de rue, une proclamation a été affichée disant : « Ne pas s'arrêter, sinon il sera tiré à balles. »

L'occupation d'Odessa

LONDRES, 9 avril. — D'après un radiotélégramme du gouvernement russe, le commandant des troupes des Soviets qui occupent Odessa est l'hetman Grigoriev.

La conférence de la paix à Versailles

M. Dutasta, secrétaire général de la Conférence interalliée, et M. Gauthier, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, ont visité, hier après-midi, la préfecture de Seine-et-Oise, sous la direction du préfet, M. Chaleil. Ils ont décidé que, sous réserve de l'approbation du président du Conseil et du Conseil général de Seine-et-Oise, les discussions sur la paix avec les plénipotentiaires étrangers auraient lieu dans les salons de la préfecture du premier étage et du rez-de-chaussée.

La séance plénière se tiendra dans la Galerie des Glaces du palais de Versailles, où sera signé le traité de paix.

Pourquoi M. Bonar Law vient à Paris

LONDRES, 9 avril. — Le correspondant parlementaire du *Daily News* écrit :

« On croit, dans les milieux politiques, que le départ soudain de M. Bonar Law pour Paris a été causé par la situation, plutôt dangereuse pour le gouvernement, qui s'est développée du côté des conservateurs, sur la question des indemnités; 2° le développement qu'a pris la situation en Russie, et la politique des Alliés envers la Russie. »

M. Bonar Law, déclare-t-on, désire exposer à M. Lloyd George la situation parlementaire, car les unionistes expriment leur mécontentement. Ils déclarent qu'ils ont pris l'engagement envers leurs électeurs d'exiger que la note des indemnités comportât le coût entier de la guerre; c'est pourquoi plus de deux cents d'entre eux ont envoyé un télégramme à M. Lloyd George à ce sujet. »

Un projet d'alliance franco-américaine ?

LONDRES, 9 avril. — Le correspondant du *Daily Telegraph* à Paris télégraphie qu'il croit savoir qu'on discute une nouvelle proposition complémentaire du projet de Ligue des nations, qui comporterait une alliance entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France, dans le but limité de faire cesser par l'Allemagne les conditions de paix.

Le départ du « George-Washington »

NEW-YORK, 9 avril. — Les instructions d'activer le départ du *Georges-Washington* ont été reçues après qu'on eut informé le président Wilson, en réponse à un télégramme précédent, que le navire pourrait être prêt en trois jours.

Le télégramme ne donne aucune raison de l'ordre du président.

Le sursis de Sacco

Le parquet a été saisi, hier après-midi, d'une demande de recours en grâce formée par l'avocat du condamné à mort Sacco, « en sursis d'exécution » à la suite des déclarations in extremis de Sannazaro, qui a payé sa dette hier matin.

La requête a été envoyée au ministère de la Justice, qui l'a immédiatement transmise à la commission des affaires criminelles et des grâces pour examen.

Arrestation d'un escroc

Un nommé Paul Cahen, âgé de 24 ans, qui, depuis quelque temps, commettait de nombreuses escroqueries, a été mis en état d'arrestation, hier, par M. Pachot, commissaire aux délégations judiciaires.

Tout récemment Paul Cahen, se trouvant à Nice avec une demi-mondaine, avait réussi à escroquer à un bijoutier plusieurs bijoux, évalués à 35.000 francs. Il avait payé ces bijoux avec de faux chèques signés Paul Cahen d'Anvers.

Quand les faux chèques vinrent à l'échéance, on s'aperçut de l'escroquerie. Paul Cahen portait la croix de guerre, et cependant il avait déserté deux fois et avait été condamné pour ce fait à deux ans de travaux publics.

Au cabinet de M. Pachot, où il a été conduit, il dut, après des dénégations, se résoudre à des aveux qu'il termina en disant : « J'ai joué et j'ai perdu. Vous en avez vu, mais pas les autres. »

EN BELGIQUE

### LE SUFFRAGE FÉMININ PROVOQUE À LA CHAMBRE DE VIVES DISCUSSIONS

La droite le soutient, les libéraux s'y opposent d'une manière irréductible.

BRUXELLES, 9 avril. — La Chambre des représentants a discuté la réforme électorale.

M. Carton de Wiart, catholique, croit que seule la quasi unanimité de la Chambre pourra couvrir ce qu'il y a d'irréductible dans le petit coup d'État proposé par le gouvernement. La droite a des scrupules et des réticences; elle veut bien en faire le sacrifice, mais elle revendique en échange le suffrage des femmes.

M. Van Hogelande, libéral, dit que le parti libéral a décidé de s'opposer irréductiblement à l'amendement de la droite en faveur du vote des femmes.

Plusieurs députés catholiques parlent en faveur du vote des femmes; plusieurs députés libéraux se prononcent contre.

La séance est levée.

Le conseil général du parti socialiste a décidé qu'au cas où le gouvernement serait renversé sur la question du suffrage universel, les socialistes ne pourraient pas participer à la nouvelle combinaison ministérielle, laissant à la droite sa pleine et entière responsabilité.

M. Lloyd George répond à M. Kennedy Jones

LONDRES, 9 avril. — M. Lloyd George a répondu par le télégramme suivant au message de M. Kennedy Jones, ayant trait à la question des indemnités, signé par plus de deux cents députés :

« Mes collègues et moi-même entendons tenir fidèlement les promesses que nous avons faites à nos électeurs. Nous sommes prêts à soumettre à n'importe quel moment nos efforts loyaux en ce sens au jugement du Parlement et, s'il est nécessaire, du pays. — Signé : LLOYD GEORGE. »

Importantes déclarations de lord Curzon

LONDRES, 9 avril. — Au cours de la discussion en deuxième lecture, à la Chambre des lords, du projet de loi sur les effectifs de l'armée et de la marine, lord Curzon, lord-président du conseil, a fait allusion à l'horizon de la situation européenne telle qu'elle se présente à la veille de la signature du traité de paix.

Lord Buckmaster ayant mis en doute l'opportunité du maintien d'une forte armée alimentée par la conscription, lord Curzon a déclaré :

« Lord Buckmaster est-il sûr que la guerre soit terminée ? Si l'envisage la situation future de l'Europe, l'après-midi de l'horizon de la situation européenne telle qu'elle se présente à la veille de la signature du traité de paix. »

« Quelqu'un songe-t-il un seul instant à retirer, par exemple, un seul régiment de l'armée du Rhin ? C'est notre seule garantie pour l'acceptation de nos conditions de paix. »

Lord Curzon a ajouté que beaucoup de points sont inaccessibles à la flotte britannique et que, pendant l'hiver qui vient, les navires britanniques devront « être maintenus intacts en Méditerranée, en Syrie, en Palestine et dans l'Inde ». »

La commission d'enquête de Briey a entendu hier le général Sarrail

La commission d'enquête sur la métallurgie a de nouveau entendu, hier, le général Sarrail, qui a exposé que c'est la faute de Virlon, et non celle de l'armée française, d'avoir eu face à eux dix-sept corps d'armées allemands, qui a entraîné l'abandon du bassin de Briey.

Le général Sarrail a déclaré ensuite que le G. Q. G. avait écarté la proposition qu'il avait faite en juillet 1915 d'une opération de grande envergure à l'ouest de l'Argonne. « Jamais il n'avait, dit-il, été question d'une grande attaque vers Briey. » Puis le général a donné des renseignements sur la façon dont il a défendu Verdun, et s'est plaint notamment d'avoir manqué de munitions et d'avoir eu à sa disposition de mauvais canons, malgré ses réclamations répétées.

Comment diviser l'Alsace en départements ?

Le groupe parlementaire d'études des questions d'Alsace-Lorraine a reçu, hier, une délégation du territoire de Belfort, qui lui a été présentée par MM. Laurent-Thiery, sénateur, et Vieillard, député.

Cette délégation propose la création de trois départements pour l'Alsace : le Haut-Rhin, le Rhin et le Bas-Rhin, dont les chefs-lieux respectifs seraient Belfort, Colmar et Strasbourg.

NOUVELLES BRÈVES

Hier matin, la Chambre a renvoyé à la commission le projet sur le nouveau régime temporaire de l'alcool et amorcé la discussion du projet sur l'utilisation de l'énergie hydraulique.

M. René Renoult, président de la commission de l'armée, a donné connaissance, hier, à cette dernière, d'une communication relative à la situation respective des forces militaires sur les divers fronts.

L'École Polytechnique a décidé d'offrir à la Pologne une réduction du monument érigé dans la cour de l'école pour commémorer la journée historique du 29 mars 1814, où Français et Polonais s'unirent pour opposer la résistance à l'ennemi aux portes mêmes de Paris.

Hier a eu lieu, devant le conseil de guerre, la première audience du procès intenté à Julien Content, gérant du *Libertaire*, inculpé de propagande anarchiste.

Le maréchal Pétain et huit généraux français ont visité, hier, les camps américains de Saint-Nazaire.

On a arrêté, à Nancy, sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi, les époux Cœquelin et la veuve Noutman, originaires de Longwy.

MM. Jean Biechepin et Herriot sont partis hier soir pour Naples, où ils feront des conférences sous les auspices de l'Association italofrançaise.

On mande de Berne que le Conseil fédéral a ratifié hier l'accord économique franco-suisse.

Mgr Touchet a déclaré à un journaliste italien que la commission de Jeanne d'Arc ne pourra partir avant le 15 mai.

Premiers signes

Je suis toute petite. On m'a dit que j'avais deux ans et demi. Je sais que je me nomme Charlotte Villeroi, mais on m'appelle Toutoune, mot qui vient de toutou, parce que j'ai le museau d'un enfant de chien-loup.

Comme je joue depuis ce matin, et pour la première fois, avec les petits qui habitent l'appartement au-dessus du nôtre, et que ce sont deux garçons pas plus hauts que moi, en robe comme moi, ils m'ont demandé, voyant mes cheveux coupés et mes mouvements brusques, si j'étais un garçon ou une fille. J'ai répondu : « Sois pas. »

Ils ont dit : « Va demander à ton père. » Et je suis descendue toute seule dans les escaliers, pour poser la question. Arrivée à notre porte, j'ai cogné, appelé, car la sonnette est trop haute. Ma bonne est venue m'ouvrir, tout effrayée. Mais je ne me suis pas arrêtée. J'ai couru, essouffée, jusqu'au salon. Maman était au piano, et papa assis tout près d'elle. J'ai crié, dans mon langage d'alors :

« Test-est-est ! est, Toutoune, papa ? Une fille ou un garçon ? Les petits l'ami savent pas, et moi sais pas. »

Papa et maman ont beaucoup ri. Papa m'a prise dans ses jambes. Il me regardait de tout près, d'un air si sérieux que j'avais peur, j'ai encore peur de papa maintenant. Il se moque de moi et me taquine.

Il m'a dit :

« Tu diras à tes petits l'ami que tu es un garçon encore pour trois ans, et que, dans trois ans, tu seras une fille. »

J'étais déjà dans l'escalier. Je suis remontée très vite ; et, hors d'haleine, j'ai répété la chose aux garçons. Ils ont répondu : « Bien. Ça fait rien. On jouera tout de même avec toi. »

Voilà le premier fait qui m'a frappé et qui soit resté net dans mon esprit. Le reste, en ce qui concerne cette toute première période de ma vie, se confond dans des nuées plus ou moins épaisses. Mais dès le berceau, je crois, j'ai senti et j'ai aimé le parfum que porte maman, j'ai discerné, de plus près, l'odeur différente de sa joue poudrée, j'ai compris la douceur des doigts essuyés d'un papier, j'ai vu, comme un trésor qui brille dans des ombres, la couleur de ses yeux fauveaux, et ses cils brillants qu'on dirait toujours mouillés et collés par des larmes.

De cet appartement de Paris où j'avais alors le bonheur de vivre avec mes parents et où j'ai dû rester jusqu'à environ quatre ans, il ne m'est rien resté. Seul, le voyage qui nous ramena ici, au manoir, m'a laissé dans la mémoire quelque chose de saisissable. C'est si vague que j'en parle à peine, essayant d'en parler. Et pourtant c'est un charme. Cela se compose de bousculades et de bercements, d'étonnements et d'épouvantes, de lassitude longue et de distractions fantastiques. A un moment, cela je ne peux l'oublier, j'étais sur les genoux de maman. Mon cœur était serré comme par une tristesse immense, et, pourtant, c'était de la joie. Comme j'étais heureuse !

Ce n'était pas la première fois que maman me prenait sur ses genoux, bien sûr. Et pourtant, dans mon souvenir, c'est la première et l'unique fois. Son corsage, où je m'étais assise, était peut-être en satin. C'était lisse. C'était chaud comme un édredon, c'était parfumé comme un sachet. Maman disait :

« Elle dort... »

Je ne dormais pas. J'avais les yeux fermés, pour être plus heureuse. Car, d'habitude, maman ne s'occupait jamais de moi. Elle était toujours sortie avec papa, et moi toute seule avec la bonne, ou là-haut, chez les petits amis.

C'était la bonne qui m'habillait le matin et me couchait le soir. Je ne voyais maman que par apparition. Quelquefois, c'était dans le jour; elle avait toujours un chapeau sombre et une longue voilette noire, derrière laquelle étaient ses yeux extraordinaires. Quelquefois, c'était la nuit. Elle devait rentrer du bal. Je me réveillais, et je la voyais penchée sur moi, brillante comme une fée. Mais toujours à côté d'elle il y avait mon père, silhouette sombre dont la présence me gênait. Puis ils disparaissaient tous deux, et j'étais longue à me remettre.

Dans ce voyage pour venir au manoir, il y avait encore une sensation qui m'est restée : être assise au buffet, — je me souviens — de Serquigny. C'était sur une chaise bien trop haute pour moi. On avait entassé des coussins. Nous déjeunions tous les trois. Tout près de ma petite figure, il y avait un huilier de cristal. Cela brillait et me fascinait. J'étais petite, petite, et plongée dans l'ignorance de tout, dans l'inconnu, dans une terreur sourde et constante, assez délicieuse.

Tout s'efface là. Un an, quand on est en bas âge, passe comme une éternité.

Je me revais très longtemps après, ici, au manoir d'où je ne suis pas sortie depuis. A cette époque, tout y est bien trop grand.

pour moi. Mais il y a maman dans la maison et dans le parc, et je la vois beaucoup plus souvent qu'à Paris. Je n'ai plus ma bonne, mais on m'a donnée à la mère Lacoste, qui était jadis la nourrice de maman, la même mère Lacoste qui dort dans la chambre à côté, ce soir.

... Et puis, il y a le jour où je me suis éveillée dans mon petit lit, et où la pauvre vieille est venue en pleurant me dire, mêlant ses paroles à ma portée :

« Pâté, maman. Pâté... Loins... loins... Partir ? Pendant que je dors ? »

Dès cette minute, la grande terreur sourde a cessé d'être délicieuse. Cependant, je n'ai pas pleuré, pas questionné. On ne sait pas ce qu'il y a dans les enfants qui ne disent rien. La bonne femme a dû penser : « Trop petit. Ça ne comprend pas encore. » Et elle a continué de me soigner gentiment, de son mieux, comme elle le fait toujours, et j'ai été la fille sans parents qu'on a mise en nourrice. Seulement j'étais chez nous, chez moi.

Je ne sais pas comment c'est venu. Petit à petit j'ai su que le manoir de Courneville nous appartenait, que c'était notre bien, une partie de la dot de maman, et ma dot future à moi. La mère Lacoste dit : « C'est la légitime, ma Charlotte. »

J'ai su cela. J'ai su que papa et maman voyageaient en Algérie parce que papa est architecte et qu'il faut qu'il gagne beaucoup d'argent là-bas. C'est le pays de son père et de sa mère. C'est tout près d'eux qu'il habite avec maman, quand ils ne sont pas en tournée dans d'autres contrées de là-bas. Et j'ai longtemps cru que ce grand-père et cette grand-mère que j'avais en Algérie étaient des espèces de sauvages avec des anneaux dans le nez.

Papa et maman sont revenus, du reste. J'avais grandi. Ils ont ri en me voyant. Je devais alors avoir cinq ans à peu près. Mes cheveux, que la mère Lacoste avait laissés repousser, formaient déjà deux grosses nattes sur mon dos.

J'ai des cheveux épais comme l'herbe du juin, et qui seraient très longs. Mais ils sont d'une couleur qui n'est pas une. On ne sait pas si c'est blond, si c'est gris, si c'est jaune. Cela a plutôt la couleur du foie. C'est sec et lourd autour de ma figure, et ça ne frise pas. Mes joues sont à peu près de la même teinte, et j'ai toujours mon museau de chien-loup, encore plus chien-loup depuis que mes vraies dents sont sorties, toutes bousculées, aiguës et trop blanches dans ma figure sans couleur. Mes yeux aussi sont d'une nuance à laquelle on ne donne pas de nom, copieuse sur celle de mes cheveux et de mes joues.

Non père, à ce premier retour, me dit, dès le soir de leur arrivée :

« Toutoune, pourquoi es-tu laide, ma fille ? »

Et maman répondit :

« Elle ressemble à la vieille tante Dorothee, comme si on la voyait. Franchement, c'est agaçant ! »

Tous deux eurent un fou rire. Moi, je n'étais pas fâchée. Je ne pouvais pas être fâchée. Maman était là.

Je n'avais jamais oublié ses yeux. Et, pourtant, j'en eus, dès l'instant où je les revis, une surprise inouïe. Je croyais les avoir inventés dans mon souvenir. On embrouille tout, quand on est si petit; j'avais en déjà le temps de constater que bien des choses qui ne changeaient pas n'étaient plus les mêmes à mes regards, depuis que je grandissais.

Mais les yeux de maman...

Je me rendais compte aussi de ce qui m'avait échappé jusqu'ici.

Comme elle était grande, mince et souple ! Et comme elle était bien habillée ! Son parfum, qu'elle n'avait pas changé, qu'elle ne changerait jamais, dit-elle, comme il me reprenait, comme il me bouleversait !

La présence de maman, c'est une grisierie pour moi. Voilà. C'était déjà cela quand j'avais que deux ans et demi.

Ils ne restèrent, à ce voyage-là, que quinze jours, s'occupant toujours très peu de moi, enfermés dans leur chambre ou se promenant ensemble dans le parc. C'était bête. Comme j'aurais voulu donner la main à maman, dans la belle avenue de hêtres qu'on appelle la cour d'honneur ! Mais je me sentais de trop, et je restais dans mon coin, au jardin où dans la salle à manger, toute seule, habitée.

Le jour qu'ils repartirent, je ne pleurai pas. Leur départ me semblait naturel. Ce qui n'était pas naturel c'était qu'ils fussent là.

Et la vie reprit comme avant, un peu plus précise chaque jour, et, pour ainsi dire, solidifiée par les souvenirs plus exacts laissés par maman.

Lucie DELARUE-MARDRUS.

(A suivre.)

LECONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER  
COMMERCE, COMPTABILITÉ, STENO-GRAPHIE, LANGUES  
Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES



DESSIN N° 99. — A QUEL LIVRE SE RAPPORTE CE DESSIN ?  
Répondre sur le bon revêtu du même numéro d'ordre que ce dessin  
et publié en tête de la première page.

### Une rue de Bucarest à Paris

Nous avons dit que la reine de Roumanie avait regagné cet après-midi l'Hôtel de Ville. Pour commémorer la visite de la reine à Paris, le nom de Bucarest sera attribué à une rue de la capitale.

Dans la Légion d'honneur

M. Georges Leconte, président de la Société des gens de lettres, est nommé commandeur de la Légion d'honneur.

M. Naville, ancien ministre, est nommé grand officier de la Légion d'honneur.

M. Naville, ancien ministre, est nommé grand officier de la Légion d'honneur.



LES COURS

S. A. R. le prince Waldemar de Danemark, qui est en ce moment à Londres, a été reçu par S. M. le roi George à Buckingham Palace.

S. M. la reine de Roumanie, accompagnée de LL. AA. RR. les princesses Elisabeth et Marie, s'est rendue hier, en quittant la Sorbonne, à un thé offert en son honneur par la marquise de Ganay et agrémenté d'un programme musical. Une assistance très restreinte, composée de notabilités parisiennes et de la colonie étrangère, y avait été conviée.

S. A. R. le duc de Connaught quittera la Côte d'Azur demain vendredi et se dirigera vers l'Angleterre, après un court séjour à Paris.

CORPS DIPLOMATIQUE

Le comte de Lichterfeld, conseiller de la légation de Belgique près le Quirinal, a été nommé chargé d'affaires à Bucarest.

M. Cambon, ambassadeur de France à Londres, dont nous avons annoncé l'arrivée, est parti pour quinze jours à Paris.

La marquise Imperiali, femme de S. Exe. l'ambassadeur d'Italie à Rome, passe quelques jours à Paris.

INFORMATIONS

Mme Wilson a donné hier, en l'hôtel qu'elle occupe place des États-Unis, une très grande réception, à laquelle plus de quinze cents personnes du monde politique, diplomatique et de la société américaine avaient tenu à se rendre.

Le président Wilson, qui souffre encore de la grippe, n'assistait pas à la réception, mais son état est satisfaisant.

À la cérémonie organisée aujourd'hui, au Panthéon, par la Société des Gens de Lettres, à la mémoire des écrivains français morts pour la patrie, une palme sera solennellement déposée, et le général Malletier proclamera les noms des quatre cent cinquante écrivains français tombés au champ d'honneur. Des poèmes seront dits par des artistes, et des sonneries exécutées par les trompettes de la garde républicaine, les chœurs de la Schola Cantorum prêteront leur concours.

NAISSANCES

Mme Max Fischer est mère d'un fils appelé Claude-Alex.

La marquise de Chirac, née de Gonneville, a mis au monde un fils : Jean-Paul.

FIANCELLES

On nous annonce les fiançailles de Mlle Marie-Yvonne Thévenot, fille de M. François Thévenot, entrepreneur de travaux publics, et de Mlle, née Adrienne Larousse, avec M. Georges Boyer, sous-lieutenant au 452<sup>e</sup> régiment d'artillerie lourde, décoré de la croix de guerre avec palmes, fils de M. Léon Boyer, industriel, et de Mlle, née Jeanne Nottet.

On annonce les fiançailles de Mlle Françoise Bazin, fille de M. René Bazin, de l'Académie française, et de Mlle René Bazin, avec M. Henri Viot, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre.

MARIAGES

Hier a été célébré, dans la plus stricte intimité, en la chapelle des catéchismes de la basilique de Sainte-Clotilde, le mariage de Mlle Valentine Thomson, fille de M. G. Thomson, ancien ministre, et de Mlle G. Thomson, avec son collaborateur M. André Jagerschmidt, fils de M. Jagerschmidt, conseiller d'Etat, officier de la Légion d'honneur, et de Mlle Jagerschmidt.

Les témoins de la mariée étaient : M. Briand, ancien président du Conseil, et Mme Ronsay, sa sœur. Ceux du marié : M. Bonquet, maître des requêtes au Conseil d'Etat, et Mme Guillaumet.

DEUILS

Les élèves des promotions actuellement présentes à l'Ecole polytechnique feront célébrer, après-demain samedi, à midi, à Saint-Etienne-du-Mont, une messe à l'intention de leurs camarades tombés au champ d'honneur.

NOUS APPRENNONS LA MORT

De M. Maurice Amieux, le fabricant de conserves bien connu, décédé à Nantes à l'âge de quatre-vingts ans.

De M. Gustave Guessier, l'écrivain bien connu, qui vient de succomber à Toulon, où sa santé précaire l'avait obligé de se retirer.

De la vicomtesse de Mouy, décédée à l'âge de vingt-trois ans. Elle était la fille de M. Olivier Bascon, préfet de la Gironde, et la femme du capitaine de Mouy, auditeur à la Cour des Comptes.

De M. André Deruville, agent général de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits en Extrême-Orient, tué en service commandé, à Vladivostok (Sibérie), le 19 mars.

De Mme de Laponneraye, veuve du critique dramatique et confédéré bien connu, qui fut aussi chef des secrétaires rédacteurs du Sénat.

ARTS ET CHARITÉ

Le gala de l'Enfant français, organisé à Montecarlo par le comte de Gerniny, président, et Mlle Blanche de Fleury, fondatrice de l'œuvre, a été très brillant.

Le célèbre compositeur Louis Ganne avait bien voulu se charger de la partie musicale, et ses œuvres, interprétées à ravir par l'admirable cantatrice Mlle Mary-Louise Dubost et l'excellent chanteur M. Ramoin, ont été fort appréciées.

Une nouvelle version de l'opéra La Victoire, dédiée à M. Clemenceau et au maréchal Foch, furent accueillies avec enthousiasme.

Le comte de Gerniny et Mlle Rose Syma, de l'Odéon, jouèrent, au talent, deux fines comédies : Mlle de Fleury déclama un beau poème de Mme Ernesta Stern, et Mlle Syma dit un sonnet exquis du poète André Mille.

Mme Cobina-Johnson, cantatrice américaine, le réputé corniste Pénabie et Mlle Germaine Gossé et Stella Sano, gracieuses danseuses, furent fêtées par un public extrêmement choisi, où l'on remarquait :

S. A. R. le duc de Connaught, duc et duchesse de Sutherland, comte de Lunnah, duc et duchesse de Torlonia, comte J. de Gontaut-Biron, comte et comtesse de Segonzac, prince Guica, comtesse de Lesspès, comte Robert de Clermont-Tonnerre, comte de La Peyrouse-Vauvray, comtesse des Garets, Mlle de Nion, Mme Ernesta Stern, lady Essex, Mlle Le comte de Nougé, sir John et lady Ward, Mlle et Mlle Barrachin, lady Lanesborough, lady Lytton, M. et Mme Georges Rolin, lord et lady Mumburnholme, lord et lady Titchfield, lady Guernsey, Mrs Wilson, Chev. Machetta d'Allegri, lord Pembroke, Chev. Mazzini, M. et Mrs. Paget, Mme Isadora Duncan, Mrs. Horn, miss Stanhope, major et Mrs. Ward, M. S. de Ugarte, etc., etc.

Dans tous les pays du monde, les femmes les plus jolies sont celles qui se servent de la REINE DES CÈRES.

FINES de 1836, 1858, 1868, 1875, 1878

AUGIER FRÈRES & Co, Cognac

Maison fondée en 1643

chez DERNANY, 61, bd Haussmann (Gutenberg 55-37)

JEUDI 10 à 3 heures au PRIX SPÉCIAUX

CIRQUE D'HIVER 27<sup>e</sup> CONCERT PASDELOUP

Boul. du Temple, Location : Roq. 12-25.

J'ai sous les yeux, en ce moment, la statistique des exportations de nos colonies en 1917 — en pleine guerre. Statistique d'ailleurs incomplète, en raison d'un usage administratif encore plus parfaitement idiot que tous les autres usages administratifs de la connaissance. Elle ignore, purement et simplement, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, par la raison que nos trois départements algériens dépendent du ministère de l'Intérieur, la Tunisie et le Maroc de celui des Affaires étrangères : pour un fonctionnaire qui se respecte, les seules colonies dignes de ce nom ne peuvent être que celles qui relèvent du ministère des Colonies, vous comprenez !

Enfin, tel qu'il est, ce tableau est intéressant. On distingue, à travers ses colonnes de chiffres, les immenses services que notre domaine d'outre-mer ont rendus et rendront encore à la métropole. L'Indochine et Madagascar y tiennent une place particulièrement brillante — Madagascar, dont E.-F. Gautier, le plus intelligent et le plus hardi, pourtant, de nos explorateurs, avait écrit : « que son sol a la couleur, la consistance et la fertilité de la brique. » Cette île, en apparence condamnée à l'infertilité, nous a envoyé plus de dix millions de kilos de viande frigorifiée, ou de conserves de viande. Le cuir des bœufs immolés est arrivé, naturellement, en proportion. Il faut mentionner aussi un million cinq cent mille kilos de pois du Cap, que l'Indochine ait été, en riz et en huile de ricin, l'un de nos gros fournisseurs, on y pouvait s'attendre : treize cent mille tonnes de riz, deux cent mille kilos de ricin. Mais il est très imprévu que nous ayons reçu d'elle trois cent mille volailles, et vingt-trois millions de kilos de poissons sautés. Cela compte, dans l'alimentation d'un pays ! Il faut espérer que le courant qui s'est créé ne s'arrêtera pas, s'accroîtra encore avec la sécurité que la paix a rendue aux mers.

Mais, par exemple, il y a un item qui m'a rendu rêveur : la Réunion nous a fait don de deux mille kilos de choucroute ! La patrie de Leconte de Lisle se substitue à l'Alsace dans la production de ce mets, cher aux buveurs de bière ; avouez que vous ne vous seriez pas attendus à celle-là !

Pierre MILLE.

Sous la Coupole

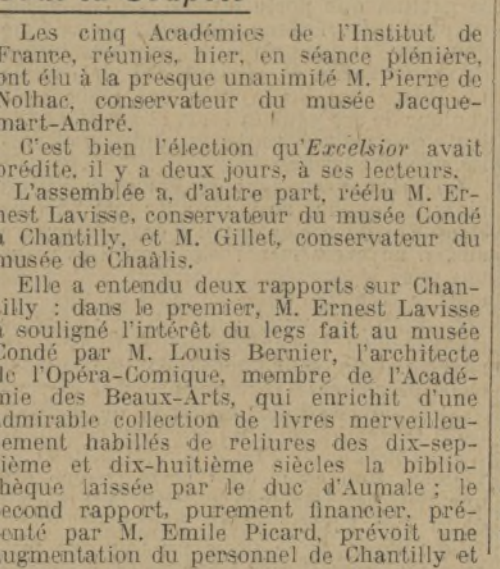
Les cinq Académies de l'Institut de France, réunies hier, en séance plénière, ont élu à la presque unanimité M. Pierre de Nolhac, conservateur du musée Jacquemart-André.

C'est bien l'élection qu'Excelsior avait prédite, il y a deux jours, à ses lecteurs. L'assemblée a, d'autre part, reçu M. Ernest Lavisse, conservateur du musée Condé à Chantilly, et M. Gillet, conservateur du musée de Chaalis.

Elle a entendu deux rapports sur Chantilly : dans le premier, M. Ernest Lavisse a souligné l'intérêt du legs fait au musée Condé par M. Louis Bernier, l'architecte de l'Opéra-Comique, membre de l'Académie des Beaux-Arts, qui enrichit d'une admirable collection de livres merveilleusement habillés de reliures des dix-septième et dix-huitième siècles la bibliothèque laissée par le duc d'Aumale ; le second rapport, purement financier, présenté par M. Emile Picard, prévoit une augmentation du personnel de Chantilly et celle-là !

LE BON CONSEIL

Dessin inédit de Henry Fournier.



— Je connais tous les tanges, les steps et les trots... Que puis-je apprendre d'utile encore ?

— La "Carmagnole", comtesse, pour le grand soir.

quelques travaux de réparation au château et dans le parc.

Enfin, l'assemblée a accepté un legs universel qui est fait à l'Institut par Mme veuve Tricard — 364.500 francs environ — à charge d'employer les quatre cinquièmes des revenus à « secourir des ménages nécessiteux habitant Paris, et ayant au moins quatre enfants ».

La guillotine et la littérature

La guerre a tué, peut-on dire, les exécutions à mort. Elle a tué la littérature dont on fleurissait la guillotine, le compte rendu de l'exécution.

A vrai dire, ce compte rendu était généralement fait, et même quelquefois imprimé à l'avance. C'était une sorte de passe-partout : Description romanesque des guillottes de la Santé, ou vacillent les lanternes des gardiens... Le réveil subit : « Un tel, votre recours en grâce est rejeté ! Ayez du courage ! » « J'en aurai ! » répond le condamné. Et la toilette, et la dernière cigarette, et le verre de rhum... Et puis l'aube passante... et les oiseaux qui s'éveillent et gazouillent quand tombe la tête dans le panier sanglant... Ah ! c'était un fin morceau de littérature ! Mais, depuis la guerre, tout cela tient, en quelques lignes, de dactylographes. La mort d'un homme, c'est si peu de chose aujourd'hui, après tant et tant d'horreurs !... Pourtant, hier matin, il y eut une véritable scène de roman ou de ciné à la Santé... Mais les reporters étaient vraisemblablement dans leur lit.

CARNET D'UN DÉMOBILISÉ

C'est dans un des romans d'Alphonse Douet que l'un des personnages, nommé, je crois, Costecalde, pousse à tout propos, souvent hors de propos, un rugissement farouche, et s'exclame comme irrésistiblement : « Fen de brut ! Fen de brut ! (Faisons du bruit !) »

Il faudrait inviter ce personnage à venir passer quelques jours dans notre bonne ville, nous Parisiens d'après-guerre : il trouverait là de quoi se déclarer satisfait. Oh ! non pas en parcourant les rues ou en traversant les jardins publics. Les rues, les jardins de Paris sont, au contraire, d'un calme impressionnant. Depuis le jour rayonnant de l'armistice, c'en est fait, semble-t-il, de toute manifestation joyeuse ou bruyante, et elles se sont dispersées, les jolies bandes de calicots et midinettes agitant des drapeaux, des lanternes, tournant des écrelles et vociférant l'irrésistible : « Ah ! il fallait pas !... »

Désormais, l'ordre règne non pas dans Varsovie, mais dans la capitale de la victoire, l'ordre et un peu de tristesse aussi, contre laquelle certaines voix s'élèvent avec justesse, réclamant pour les vainqueurs la liberté d'aller, de venir, de boire, de chanter et d'exécuter de la musique !

Non, de ce Paris-là, de ce Paris extérieur et journalistique, Costecalde ne se satisfait point. Mais il prendrait et trouverait sa revanche dans certains lieux vides, cafés-concerts, restaurants, etc., qui fourmillent un peu partout depuis quelque temps. Ici règne la folie la plus tumultueuse. Ce ne sont que coups de crosse, hurlements de sauvages, sonnettes agitées, verres brisés, coups de trompes : le jazz-band, en un mot, qui se déchaine dans toute sa fureur. Car il s'empare de vous et vous déchire le tympan durant les entrées, comme pour vous empêcher de vous ressaisir, de penser au spectacle que vous venez d'entendre et — peut-être — de le juger !

Mais il y a mieux. Dans un restaurant de

Montmartre, où je vous prie de croire que l'on ne dine pas pour rien, des musiciens, abandonnant leur estrade, vont et viennent parmi les diners élégants, et, afin qu'ils ne puissent ni parler, ni songer (mais auraient-ils quelque chose à se dire, et songent-ils) ils versent dans l'oreille les ondes d'une baroque symphonie. Puis, comme cela ne suffit pas, ils bousculent leurs tables. Ceci à la lettre ! Si bien que le choc de la vaisselle et des verres qui s'entre-heurtent accompagne l'orchestre. Il faut croire que les convives aiment ça...

Drôles de gens que ces gens-là — comme on chante dans Carmen — et drôle d'époque ! « Fen de brut ! » pourrait s'exclamer Costecalde ici, enfin épanoué... « Faisons du bruit ! » Ah ! je vous jure qu'on en fait !... Mais peut-être ceci n'est-il que transitoire, et tout rentrera-t-il dans l'ordre et s'harmonisera-t-il lorsque le droit de se sentir vivre et de manifester de la vie nous sera donné ; lorsque les rues s'animeront, que les cafés resteront ouverts, que Paris reprendra son aspect normal, logique, et que, se distrayant normalement, on n'éprouvera plus le besoin de s'en aller faire du bruit dans des coins, sauvagement, pour se distraire... — EDMOND SÉE.

L'élégance n'a qu'une forme

La femme véritablement élégante ne porte que les chaussures Lorette, 3, rue Notre-Dame-de-Lorette, dont toutes les créations sont un brevet de chic.

LE PONT DES ARTS

Le professeur Haskins, membre de la délégation américaine au Congrès de la paix, fera la prochaine conférence Louis Liard, à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, aujourd'hui, à 5 heures. Il parlera en français sur ce sujet : « L'histoire de France aux États-Unis ».

La Société des Conférences : la campagne de 1919 — Le très beau succès qu'a obtenu, en cette année 1919, le programme de la Société des Conférences, l'affluence sans cesse grandissante des auditeurs, les applaudissements chaleureux qu'ont recueillis les conférences, ont justifié pleinement son œuvre. Le son vil recréé, elle a suspendu cette année le cours littéraire qu'elle donnait à chaque campagne depuis 1905. C'est-à-dire depuis qu'il avait été inauguré par Ferdinand Brunetière, la conception de ses deux séries : 1<sup>re</sup> Les Hommes de la Guerre, et 2<sup>e</sup> Les Crimes et le Châtiment, ainsi que le choix des orateurs répondant parfaitement aux pensées et aux préoccupations de tous à l'heure présente : nous en avons la meilleure preuve dans les résultats obtenus.

De divers côtés on nous a demandé où on se pouvait procurer le texte de ces conférences. Rappelons qu'elles seront toutes publiées intégralement par la Revue Hebdomadaire, qui s'est assurée le droit exclusif de reproduction. Adressez, 8, rue Garancière, au siège de la Revue. Prix de l'abonnement : 40 francs pour un an ; 21 francs pour six mois ; 11 francs pour trois mois.

LA CURIOSITÉ

Hôtel Drouot. — Salle 1 : Vente. Collection de M. L. Tabloux anciens, aquarelles, gouaches, etc. M. Baudouin, MM. Fénéon et Marboul.

Salle 6 : Vente. Objets d'art et d'ameublement du dix-huitième siècle appartenant à M. le vicomte de F. B. (M. Lait-Dubreuil, M. Paulme).

Salle 10 : Exposition. Tableaux anciens et modernes, objets d'art et d'ameublement (M. Lait-Dubreuil, MM. Sortais, Duchesne et Duplan et Loys-Delle).

PETITES NOUVELLES

On dit que Mlle Jeanne Provost, la charmante transfuge du Théâtre-Français, reviendrait chez Molière, où il serait question de la réengager.

M. Courelaire devient le directeur de la scène à la Porte-Saint-Martin. Il met en scène les Demi-Vierges, qui succéderont à Cyrano de Bergerac.

Mme Polaire joue avec grand succès la Maison de danses, de Nozière et Muller, au cours d'une tournée dans les théâtres de faubourg : Grenelle, Gobelins, Montparnasse.

BRICHANTEAU.

BOUFFES-PARIISIENS

CE QUI FAIT LE SUCCÈS DE PHI-PHI

Un sujet léger. Une musique délicieuse. Un esprit endiable. Des costumes exquis. Des artistes parfaits.

AUJOURD'HUI MATINÉE

LE COUCHÉ DE LA MARIÉE À L'ATHÉNÉE

Plus que jamais, il nous faut convenir que LE COUCHÉ DE LA MARIÉE est le plus gros succès de la saison théâtrale. L'ATHÉNÉE, chaque soir, voit sa salle comble, et les spectateurs, enthousiasmés par la grâce, la jeunesse, le charme, la gaieté et l'esprit de M. F. B. (M. Lait-Dubreuil, M. Paulme), se précipitent frénétiquement vers les fauteuils, à la fantaisie délicieuse, et les autres interprètes.

FOURNITURES COMPAS GERLEN

DESIGN CALCULS

Calculs envoyés franco sur demande aux Etablissements H. MORIN, 11, Rue Dulong, PARIS

LES ÉTUDES CHEZ SOI

L'enseignement de

L'École Universelle

par correspondance de Paris

permet de faire, chez soi, dans le minimum de temps et avec le minimum de frais, les études suivantes :

Études secondaires complètes. — Études primaires et primaires supérieures. — Préparation aux licences de lettres, sciences, droit. — Préparation à toutes les grandes écoles. — Préparation aux emplois administratifs, etc., etc...

Aucun autre établissement d'enseignement ne peut faire état d'autant de succès que

L'École Universelle

dont les élèves ont été reçus par milliers aux examens et concours publics.

L'École Universelle

10, rue Chardin, Paris (16<sup>e</sup>), adresse gratuitement, sur simple demande, sa brochure explicative n° 19.

Avec le Concours de M. Charles DORSON

BACH GUIRAU FAURÉ

Beethoven Romance en fa et Symphonie n° 3

Le Concert sera dirigé par M. RHENE BATON

M. SACHA GUITYRÉPOUSERA CE MATIN

Mlle YVONNE PRINTEMPS

Ce matin, en la mairie du seizième arrondissement, sera célébré le mariage de M. Sacha Guityr avec Mlle Yvonne Printemps. Le spirituel auteur dramatique et la fine comédienne, dont on avait prématurément annoncé le mariage, lors de leur récent séjour au Cap-d'Ail, échangeront ce matin, devant M. le maire du seizième arrondissement, les paroles définitives.

M. Sacha Guityr aura pour témoins : Mme Sarah Bernhardt et M. Lucien Guityr. Ceux de Mlle Yvonne Printemps seront : MM. Georges Feydeau et Sandberg.

L'auteur de Pasteur a tenu à ce que son mariage fût célébré dans la plus stricte intimité.

La répétition générale de ce soir. — A 20 h. 15 précises, inauguration du Théâtre de Paris (ex-théâtre Réjane) et répétition générale, sur invitations de la Reine des Palaces, comédie en 3 actes et 4 tableaux de M. Henry Kistemaeckers.

Distribution : Galadé Doucy : MM. Max Dearly ; Amouron : Gaston Dubosc ; comte Alonzo del Fenalar : Jean Yvonne ; Rochereau : Charles Reschel ; M. Lorgueil : Batreau ; Pitalgou : Ch. Gibard ; Bonnot : José Dupuis fils ; Van der Heyst : Jean Servat ; L'Anglais : Chabrier ; le sous-portier : Delsau ; Oberthal : Hénoc ; le maître d'hôtel : H. Henriot ; Fhunk : Gaubers ; un valet de pied : Richard ; un groom : le petit Duc Paul ; Tobi : Dombas ; un valet de pied : G. Sor Thrahin ; Germaine Berling : Mlle Cassive ; Victoire : Lenglé ; Alice Clairville ; princesse Vera Tcherkoff : Damirol ; Mme Esquilar : J. de Frizia ; Fanny : G. Lorraine ; Mlle Pitalgou : Martha Duthiel ; miss Carington : miss Robinson ; lady Colchester : miss May Meffat. Les autres rôles par Mlle Andrée Chançay, Jenny, etc.

Demain vendredi, première représentation à 8 h. 30.

L'Occident à l'Ambigu. — Aujourd'hui et dimanche, deux dernières matinées des Batailles de Minuit, à 2 h. 30. Lundi, dernière représentation, et mardi, 15 avril, première de l'Occident, pièce en 3 actes de M. Henri Kistemaeckers, avec Mme Régina Badel.

Marigny. — Mlle Jeanne Provost, qui une indisposition heureusement sans gravité avait éloignée un soir de la scène, a repris, hier, avec son esprit et son autorité coutumiers son rôle de Lysistrata.

Les concerts. — Le théâtre du Vieux-Colombier prépare pour les premiers jours du mois de mai une très intéressante série de concerts organisés par Mme Sarah Bath-Joseph.

Le programme sera extrêmement original et varié. Les chants et les danses, de même que les costumes et les décors, évoqueront curieusement les pays bibliques où vécurent les prophètes et les rois. Deux partitions : « Le Cantique des Cantiques » et « La Fille de Jephthé » ont été écrites spécialement pour cette série de représentations par le compositeur Bourlielle.

Demain, à 8 h. 30 du soir, à la salle Gaveau, 45, rue La Boétie, 51<sup>e</sup> concert de la Société musicale indépendante, avec le concours de Mmes Bath-Joseph, Engel, Marguerite Long, Mlle Veldard, MM. Chadeigne, Touche et du quatuor Merckel. Première audition du Tombeau de Couperin de Ravel, d'œuvres diverses de Grovlez, Roland-Manuel, Gauthier-Villars, Quintette de Florent Schmitt.

THAIS

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne

Saison artistique de Cinéma

Aujourd'hui à 2 h. 30 et 8 h. 30

THAIS Mary GARDEN

GINA Mary GARDEN

COMÉDIE

Le prix des pommes de terre

Depuis hier, les pommes de terre récentes, par l'office technique du ravitaillement, doivent être vendues aux consommateurs aux prix suivants :

Pommes de terre à chair blanche : 0 fr. 85 les 2 kilos ; Pommes de terre à chair jaune : 0 fr. 80 les 2 kilos.

Ces prix réalisent une baisse de 10 francs par 100 kilos sur les prix antérieurement pratiqués.

UNE LOTION RÉELLEMENT EFFICACE POUR LA PEAU

Une lotion de famille, qui est excellente pour la peau et prévient les rides prématurées, s'obtient en mélangeant 60 grammes d'eau de roses, 60 grammes de glycérine d'Ozoin et 3 gr. 1/2 de teinture de bonbon. Bien agiter avant d'appliquer, verser quelques gouttes sur un mouchoir d'étoffe douce.

Cette lotion est également sans prix contre les gerçures des mains et du visage, aussi bien que contre toutes les imperfections de la peau et du teint. Elle ne renferme ni bismuth, ni mercure, de perles, et peut être préparée par tout pharmacien. Nombre d'entre eux la détiennent toute préparée sous le nom de Fleurs d'Ozoin composées.

DENTS

8 pièces libre, sans plaque, Bridge Work et Couronne, posez sans DOULEUR, par MAXIM DRESEN, l'inventeur du Système Incomparable. Brochure gratuite, 72, Rue d'Haussmann, 72 (face au Printemps).

LES ÉTUDES CHEZ SOI

L'enseignement de

L'École Universelle

par correspondance de Paris

permet de faire, chez soi, dans le minimum de temps et avec le minimum de frais, les études suivantes :

Études secondaires complètes. — Études primaires et primaires supérieures. — Préparation aux licences de lettres, sciences, droit. — Préparation à toutes les grandes écoles. — Préparation aux emplois administratifs, etc., etc...

Aucun autre établissement d'enseignement ne peut faire état d'autant de succès que

L'École Universelle

dont les élèves ont été reçus par milliers aux examens et concours publics.

L'École Universelle

10, rue Chardin, Paris (16<sup>e</sup>), adresse gratuitement, sur simple demande, sa brochure explicative n° 19.

Avec le Concours de M. Charles DORSON

BACH GUIRAU FAURÉ

Beethoven Romance en fa et Symphonie n° 3

Le Concert sera dirigé par M. RHENE BATON



## TOILETTES NOUVELLES

## TOILETTES NOUVELLES



